

SOCIALEMENT DURABLE

Fruits et légumes importés: sueur et exploitation

Fraises d'Espagne, asperges du Pérou, raisins d'Afrique du Sud, concombres, myrtilles, courgettes... c'est un véritable assortiment d'été débarqué au milieu de l'hiver auquel nous ont habitués les grands distributeurs... et à quel prix !

Le 13 avril passé, Uniterre, la Plateforme pour une agriculture socialement durable, les Verts et la Fédération Romande des consommateurs se sont retrouvés dans la rue pour mener une action devant les portes des grands magasins romands. C'est à Genève, Lausanne, Morges, Vevey, Neuchâtel, Yverdon, Delémont et La Chaux-de-fonds que des militants, déguisés ou non, ont manifesté.

Sous le slogan «Ce n'est pas la saison des fraises», c'est l'approvisionnement de nos grands distributeurs que l'action visait à dénoncer. Dans ces jardins de l'Europe que sont les grandes plaines d'Almeria, d'El Ejido, de la Huelva, les produits maraîchers sont produits d'une manière inacceptable tant au niveau social qu'environnemental.

Des conditions de travail inadmissibles

Qui se souvient des violentes émeutes racistes qui ont secoué la région andalouse d'El Ejido, en Espagne? Elles remontent à l'an 2000 et dévoilent

les conditions de travail révoltantes des ouvriers agricoles de cette région, grosse productrice des fraises que nous mangeons en hiver.

En juillet 2006, le journal Le Temps révèle les conditions salariales inacceptables de travailleurs agricoles en Angleterre. Des employés polonais y sont payés à la moitié du salaire minimum légal. Eux aussi récoltent ces fraises.

En janvier 2010, c'est en Italie, à Rosarno qu'un scandale sur les conditions de production explose. Des travailleurs agricoles d'origine africaine sont payés 1 euro de l'heure pour récolter des clémentines et des oranges 12 à 14 heures par jour. Ils vivent dans des campements sommaires et insalubres, sans eau ni électricité. Ces ouvriers agricoles, travaillant dans des conditions proches de l'esclavage, récoltent les clémentines que nous voyons sur nos étals.

Les scandales se suivent, mais les conditions ne changent pas. El Ejido, Almeria, Huelva, Rosarno, Foggia de

grandes plaines, productrices de nos fruits et légumes hors saison, continuent d'être régulièrement dénoncées dans les médias pour l'exploitation des travailleurs, leur grave impact environnemental, et leur conséquences négatives sur notre production locale.

Mardi 13 avril, les clients des grandes surfaces ont pu voir des photos grand format de serres se déroulant à perte de vue, de travailleurs clandestins ou des constructions bancales qui leur servent de logement. Ils ont reçu un tract ainsi qu'un calendrier des fruits et légumes de saison.

Des initiatives pour un marché plus éthique

Le but de l'action était d'initier le débat public sur la question au moment où les 5 initiatives cantonales sur ce thème arrivaient à la commission ad hoc du Parlement.

Entre 2008 et 2010, les parlements de 5 cantons (GE, VD, FR, NE et JU) ont déposé des initiatives pour que des normes écologiques et sociales soient

instaurées concernant l'importation des fruits et légumes.

Ces initiatives ont été débattues à Berne lundi 19 avril; le résultat est concis et navrant: «La CER, qui avait chargé l'administration de lui présenter un rapport rendant compte des efforts déjà entrepris dans ce domaine, partage les conclusions dudit rapport. Celui-ci constate que la Suisse s'engage déjà à plusieurs niveaux pour garantir des conditions de production durables et que le problème ne vient pas des dispositions nationales et internationales existantes, mais plutôt de leur application dans les pays de production, fait sur lequel la Suisse ne peut exercer aucune influence. La commission recommande donc, sans opposition, de ne pas donner suite aux initiatives».

En résumé, on se donne bonne conscience et simplifie la question en disant que ce n'est pas à nous d'agir, mais aux autres... Quelle limitation!

Amélie Pistorius

Pétition lancée pour renforcer les critères sociaux et environnementaux des agrocarburants

Les agrocarburants aggravent la faim et détruisent l'environnement et les forêts tropicales. En conséquence, une coalition de 21 organisations suisses lance une pétition qui exige des critères d'autorisation sévères pour les agrocarburants en Suisse. Les usines prévues à Bad Zurzach et Delémont sont particulièrement concernées par ces critères.

Concrètement la pétition exige «l'adoption de critères d'autorisation qui excluent par principe les agrocarburants problématiques d'un point de vue social et écologique. Les critères doivent inclure la sécurité alimentaire des pays producteurs, ainsi que les effets indirects sur le changement d'affectation des terres».

La raison de la pétition est claire: la production d'agrocarburants est en plein boom. Les conséquences sont graves: des familles d'agriculteurs dans les pays en développement sont privées de leurs terres, des forêts tropicales disparaissent et la faim augmente. En Suisse deux unités de production sont prévues, qui vont recourir à une matière première en provenance de pays en développement. A Delémont, dans le canton du Jura, l'entreprise Green Bio Energy veut produire de l'essence à partir de canne à sucre du Brésil. La commune de Bad Zurzach, dans le canton d'Argovie, a délivré en début d'année un permis de construire à l'entreprise Green Bio Fuel Switzerland pour fabriquer du diesel à partir d'huile de jatropha. Green Bio Fuel va importer des noix de jatropha du Mozambique. Autant au Mozambique

qu'au Brésil la sécurité alimentaire de la population n'est pas assurée.

«Le jatropha empêche les petits paysans de maintenir les cultures vivrières. En plus, le jatropha est cultivé presque uniquement sur des sols fertiles qui doivent être irrigués», a déclaré Daniel Ribeiro, de l'organisation mozambicaine Justiça Ambiental lors d'une conférence de presse à Berne. «Dans un pays dans lequel un bon tiers de la population souffre de malnutrition, ce n'est pas une option acceptable!».



En Colombie, la culture de palme fait également des ravages...son extension provoque l'expulsion de nombreux paysans.

La pétition veut appuyer l'initiative parlementaire de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national, qui demande des critères d'admission sévères. Tant que ces critères ne seront pas entrés en vigueur au niveau fédéral, aucun projet d'agrocarburants ne doit être accepté en Suisse.

Les signatures seront récoltées jusqu'au 6 septembre 2010 sur:

www.petition-agrocarburants.ch

La Plateforme agrocarburants

La campagne est soutenue par les organisations suivantes: Action de Carême, Alliance Sud, ASK!, Bioforum Schweiz, BioSuisse, Caritas, CIAD, Déclaration de Berne, Eglises réformées Berne Jura-Soleure, EPER, Greenpeace, Initiative des Alpes, VKMB, Les Verts, Médecins en faveur de l'environnement, Mission 21, Pain pour le Prochain, Pro Natura, Swissaid, Terre des Hommes Suisse, Uniterre.

SIGNEZ!

La pétition est encartée dans ce journal. N'hésitez pas à signer et à la faire signer. Vous pouvez aussi télécharger des feuilles sur notre site.

Nous rappelons qu'une pétition peut être signée par tout le monde; il n'est pas nécessaire d'être citoyen suisse ou d'avoir le droit de vote. Il est aussi possible de signer en ligne sur: www.petition-agrocarburants.ch

InterLOCK
La certifié par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etanche & étanchéité
- ✓ Rénovables et réels
- ✓ Sans compensation avec béton/asphalte
- ✓ Antigel et isolant
- ✓ Durée sans engagement

LOC SA - CP 48 - 1827 MAILLIER
026 913 79 84
swiss@animat.ca www.animat.ca